

## **Urgences sanitaires, catastrophe sociale, 2021 : pas de retour à l'anormal !**

Alors que l'Angleterre doit se reconfiner sous la pression d'un nouveau virus plus virulent et de l'inconséquence de la politique de Boris Johnson, ici aussi le pouvoir n'en finit plus d'étaler son incompétence face à la pandémie. Avec derrière cette crise sanitaire, un rouleau compresseur antisocial qui détruit les emplois et nos vies...

### **Ce début de vaccination est un fiasco**

Après les mensonges gouvernementaux sur les masques, l'absence de tests des débuts, voilà le fiasco d'un début de vaccination parmi les plus lents d'Europe. Leur « stop and go » autoritaire n'a pas évité la deuxième vague.

Alors qu'il y a actuellement 15 000 contaminations par jour, la rentrée scolaire est arrivée ainsi que ce nouveau variant du Covid-19, plus infectieux de 50 %, y compris chez les jeunes. Et encore une fois, la France est un des seuls pays d'Europe à n'avoir absolument rien prévu en termes d'aménagement de cette rentrée scolaire...

Il faudrait passer à la vitesse supérieure tout en garantissant la liberté de vaccination. Il faut un « choc de confiance », ce qui passe par la rupture de tous les liens d'intérêts entre les experts et les labos, par la réquisition des trusts de la vaccination, de leurs brevets, pour fournir urgemment ce bien public à toute l'humanité.

Après ses mensonges sur le Covid, ses réponses autoritaires, ses attaques liberticides, les violences policières dont il s'est rendu coupable, ce pouvoir a perdu toute légitimité. Bloquer certains secteurs de l'économie, toute la vie sociale et culturelle, mais relancer dès que possible la machine à profits, voilà le triste bilan de sa politique. Avec maintenant la crainte d'une troisième vague !

### **Nos emplois, pas leurs profits**

Les capitalistes se servent de cette pandémie pour réorganiser l'économie. La situation est grave, en particulier sur le front de l'emploi. Ainsi, les procédures collectives de licenciement pour motif économique initiées en 2020 ont triplé par rapport à 2019, et depuis mars 2020, 700 plans de plus de 10 licenciements ont été enregistrés. Et tout cela n'est qu'une goutte d'eau dans la vague des fins de contrat (seuls 2% sont comptabilisées avec « motif économique »). Sans parler des suppressions de poste dans les services publics...

La seule réponse du gouvernement aura d'ailleurs été son fameux « plan de relance » de 100 milliards d'euros offert sans contrepartie au patronat pour « surmonter » cette crise.

### **Il est temps de riposter !**

Pour l'interdiction des licenciements et contre les suppressions de postes, un collectif d'organisations syndicales organise une manifestation nationale le samedi 23 janvier à Paris. Une démarche malheureusement ignorée par l'appel intersyndical national à la grève du jeudi 4 février, un appel qui s'appuie sur les prochaines journées de mobilisation dans l'éducation, l'énergie et la santé.

Contre la société liberticide dont veut accoucher le macronisme, la lutte contre la loi sécurité globale va aussi continuer, en particulier par des marches locales le samedi 16 janvier et un grand rassemblement national le samedi 30 janvier.

Ces échéances ne s'opposent pas, et la convergence reste une nécessité : pour qu'en 2021, notre santé, notre travail, nos conditions de vie, résistent à la loi capitaliste !

*Le NPA65, Tarbes, mardi 5 janvier 2021*